

**Assemblée générale**

Distr. limitée
14 mai 2002
Français
Original: anglais

**Cinquante-sixième session
Cinquième Commission**

Point 123 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003

**Projet de résolution présenté par le Président
à l'issue de consultations officielles**

**Conditions d'emploi et rémunération des personnes
qui n'ont pas la qualité de fonctionnaire du Secrétariat :
membres de la Cour internationale de Justice,
juges du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie,
juges du Tribunal pénal international pour le Rwanda
et juges *ad litem* du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie**

L'Assemblée générale,

Rappelant la section VIII de sa résolution 53/214 du 18 décembre 1998, relative aux conditions d'emploi et à la rémunération des personnes qui n'ont pas la qualité de fonctionnaire du Secrétariat : membres de la Cour internationale de Justice, juges du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 et juges du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994, et sa résolution 55/249 du 12 avril 2001 sur les conditions d'emploi et la rémunération des juges *ad litem* du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie,

Réitérant le paragraphe 6 de la section III de sa résolution 56/242 du 24 décembre 2001,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général¹ et le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

¹ A/C.5/56/14.

² A/56/7/Add.2.



Réaffirmant le principe général selon lequel les conditions d'emploi des juges du Tribunal pénal international pour le Rwanda sont celles des juges du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie,

1. *Approuve* les observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport au sujet des émoluments, de l'allocation spéciale versée au Président et au Vice-Président lorsque celui-ci remplit les fonctions de président, de l'indemnité pour frais d'études, des pensions et autres conditions d'emploi des membres de la Cour internationale de Justice, des juges du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, des juges du Tribunal pénal international pour le Rwanda et des juges *ad litem* du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, sans préjudice des règles en vigueur qui régissent les conditions d'emploi des juges des Tribunaux;

2. *Décide* de procéder à la prochaine révision des conditions d'emploi et de la rémunération des membres de la Cour internationale de Justice, des juges du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, des juges du Tribunal pénal international pour le Rwanda et des juges *ad litem* du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie au cours de sa cinquante-neuvième session.
